

**M. MACRON, président** de la république, **en avril 2019, le grand débat**, dit textuellement en réponse à une question sur le pouvoir d'achat et sur le message qu'il souhaite faire passer au patron : « ...le cœur de la politique à laquelle je crois, que l'on annonce, c'est précisément de **vivre dignement de son salaire**. Est-ce que la réponse à ça c'est d'augmenter les salaires ... augmenter les salaires tels qu'ils sont construit aujourd'hui ça dépend de l'entreprise, du cycle productif, mais pas de manière générale, c'est pour ça que j'assume que nous n'ayons pas retenu l'option d'augmenter le salaire minimum. Pourquoi ? Parce que c'est complètement contraire à l'objectif de compétitivité. Quand je nous compare, quand on regarde les 15 dernières années, l'évolution des salaires en France n'a pas été défavorable. Et c'est pour ça d'ailleurs que notre compétitivité dans certains secteurs s'en est trouvée atteinte et donc on doit absolument préserver notre compétitivité et donc je ne peux pas pousser toutes les entreprises à augmenter de manière indifférenciée les salaires. Par contre on peut y répondre de plusieurs manières. D'abord sur les bas salaires, ceux qui sont autour du SMIG ou à temps partiels, dans tous les pays on va progressivement et on a commencé progressivement à créer ce qu'on a fait en France, et qui est au fond, un impôt négatif. C'est-à-dire on doit accompagner les salariés, parce qu'en effet pour vivre dignement le salaire minimum qui est compatible avec la compétitivité actuelle ne marche pas, c'est la prime d'activité. C'est un impôt négatif la prime d'activité. Et ça il faut l'assumer parce que c'est la seule chose qui est compatible avec notre compétitivité profonde. Si les règles de la mondialisation change on peut progressivement changer de système mais aujourd'hui si je faisais ce choix au fond d'augmenter de manière réglementaire les salaires pour tout le monde je détruirai de l'emploi et je détruirai essentiellement l'emploi des plus jeunes et des peu qualifiés. **Par contre les entreprises peuvent beaucoup mieux associer à la création de richesse les salariés et ça c'a passe par le dialogue social**. C'est au cœur de la réforme que nous avons portée au début du quinquennat. **Le dialogue social fort dans l'entreprise et la branche c'est un meilleur partage des richesses**. L'association accrue, ce que porte la loi pacte récemment votée, **l'association accrue des salariés dans la gouvernance de l'entreprise c'est la garantie de mieux participer aux décisions mais aussi de mieux participer au partage des richesses, c'est ça que l'on fait insuffisamment en France**

Et c'est plus intelligent, parce que cela veut dire que l'on partage les richesses quand on les crée mais que l'on peut réduire ce partage quand les choses vont mal. Et donc on s'adapte beaucoup plus aux cycles économiques. Et donc je crois à la politique d'intéressement, de participation. Cette politique de l'association dont parlait le général DE GAULLE et qui est une spécificité Française qu'on a non seulement relancée mais profondément simplifiée pour les petites et moyennes entreprises. Et à cet égard la prime exceptionnelle de l'année dernière et que j'ai confirmée pour cette année ... est dans cet esprit là, profondément. Et après pour vivre mieux, la aussi c'est tout le dialogue social sur le territoire. Quand les partenaires sociaux arrivent à bâtir une prime mobilité pour aider les salariés qui vivent à 45 mn ou 1 h de la grande ville où ils doivent travailler, c'est de la réponse de pouvoir d'achat. Parce que le problème de la réponse de pouvoir d'achat en France, il faut bien le regarder tel qu'il est, c'est pas un problème de niveau de salaire, c'est un problème d'augmentation des dépenses contraintes. C'est le coût du logement qui a augmenté c'est le coût de toutes les dépenses contraintes des ménages, c'est ce que l'on fait en essayant de baisser le coût subit de la santé, c'est ce que l'on fait en mettant la pression sur les assureurs les banquiers pour qu'ils baissent leurs frais, c'est ce qu'on fait en ayant

une politique qui relance l'offre du logement pour en baisser le coût et ce que l'on fait aussi par le dialogue social avec les partenaires sociaux, les élus pour trouver des solutions concrètes pour accompagner dans leurs déplacements quotidien les Français et leur pouvoir d'achat et enfin c'est ce que l'on va faire avec notre politique énergétique ce qui est, là aussi, bon pour l'activité. Il y a toute une frange mais c'est comme cela que l'on répond à la problématique du politique du pouvoir d'achat et en effet, **nos dirigeants d'entreprise ont un rôle essentiel à jouer, qui est de mieux associer de mieux faire participer.** Je vais vous dire une convection qui et le fruit d'un constat : **les entreprise où le dialogue social est bon, ou la qualité de vie au travail est bonne, ou l'association aux performances de l'entreprise et donc le juste partage est bon, et ou l'on regarde l'entreprise comme un collectif humain et pas simplement la propriété des actionnaires, et bien ce sont les entreprises ou on innove le plus, on crée le plus de valeurs et qui résistent le mieux aux cycles économique difficiles. Ca devrait faire réfléchir beaucoup.**